

## RWANDA ET RÉGION DES GRANDS-LACS D'AFRIQUE : UNE NOUVELLE « INDOCHINE » DU 21<sup>ème</sup> SIÈCLE ?<sup>1</sup>

Lors des différents échanges avec certains Occidentaux, une question revient régulièrement : « pourquoi serions-nous obligés d'intervenir en Afrique chaque fois qu'il y a une crise quelque part ? » La réponse est simple : l'Europe a une triple responsabilité au sujet des crises d'hier et d'aujourd'hui en Afrique.

D'une part, c'est la colonisation européenne qui a été à l'origine de divers problèmes actuels en Afrique en créant des États aux frontières géographiques contestables. Cela selon les seuls intérêts des métropoles coloniales. Aujourd'hui, la plupart des crises majeures en Afrique sont le résultat de ces États qui peinent à se constituer en États-Nations.

D'autre part, depuis les « indépendances » des pays africains jusqu'à ce jour, l'Occident a implanté une nouvelle forme d'influences néo-coloniales dans ses anciennes colonies : il suffit d'ouvrir les yeux pour constater les faits historiques.

Enfin, l'économie des anciennes métropoles coloniales dépend toujours des ressources et des matières premières de l'Afrique. Pour cette raison, l'Europe est directement impliquée dans des « guerres d'influences » pour garder la main-mise sur le continent africain. Et à ces intérêts économiques s'ajoutent des intérêts diplomatiques et géopolitiques : avec le soutien de ses anciennes colonies, l'Europe pèse dans le concert des Nations !

Par conséquent, l'Europe ne peut pas d'un côté revendiquer ses liens historiques » avec l'Afrique lorsqu'il s'agit de défendre ses intérêts économiques et, de l'autre côté, se désintéresser de ce qui se passe en Afrique lorsqu'il y a des crises !

Au fait, je ne connais pas beaucoup de pays africains qui maîtriseraient la technologie de la fabrication des armes. Ainsi, d'où viennent les armes qui tuent les populations civiles en Afrique ? Comment des groupes armés en Afrique arrivent-ils à se procurer des armes qui coûtent très cher, compte tenu du niveau de vie des populations locales ? Pourtant, la plupart de ces armes modernes sont de fabrication européenne.

Toutes ces observations constituent une introduction à la problématique des guerres qui ravagent la région des Grands-Lacs d'Afrique depuis les années 1960 jusqu'à ce jour.

### 1. Le Nickel : « la poule aux os d'Or » des Grands-Lacs d'Afrique ?

En 1993, avant de quitter le Rwanda pour me rendre à Bukavu [ex-Zaïre] où je devais poursuivre mes études supérieures, j'ai séjourné à la paroisse de

---

<sup>1</sup> SEBUNUMA D, *Le génocide au Rwanda : postures et impostures génocidaires*, Éditions Umusozo, Paris, 2015.

Mushaka dans la région de Cyangugu [au sud-ouest du Rwanda]. Un jour, lors d'une visite dans l'une des chapelles éloignées de cette paroisse, j'étais en train de discuter avec un enseignant d'une école primaire locale lorsque, soudainement, un hélicoptère surgit de nulle part en survolant les collines à très basse altitude.

Je me suis adressé à l'enseignant pour lui demander s'il y avait aussi, dans cette région très éloignée de la frontière avec l'Ouganda, des problèmes de guerre civile. L'enseignant m'a répondu : « Mais non ! C'est un hélicoptère de la Recherche minière. Vous voyez, là où vous posez les pieds, vous marchez peut-être sur le Nickel » ! J'ai sursauté et j'ai demandé : le Nickel ?

*Mon interlocuteur* : « Eh oui ! Du Nickel, mon frère. A cause de la guerre, nous sommes en retard. De l'autre côté de la frontière, juste dans les montagnes en face, le Burundi est déjà en avance en ce qui concerne l'exploration et la recherche minière. Ils ont déjà découvert un gisement important du Nickel juste en face de nous. Étant donné que les minerais ne connaissent pas les frontières géographiques des États, nul doute : il y aurait aussi du Nickel du côté de la frontière rwandaise ».

Je n'étais pas très convaincu par cette histoire du Nickel. J'ai poursuivi la conversation pour en savoir un peu plus. Mon interlocuteur a poursuivi :

« Il n'y a pas que du Nickel : dans cette forêt de la Crête Zaïre-Nil, il y a aussi de l'Or et du Tungstène [anciennement appelé Wolfram]. Si vous y ajoutez le gaz du Lac Kivu qui n'est pas loin d'ici, vous comprenez l'importance de notre région : c'est « la poule aux os d'Or » ! Et toutes ces guerres, pensez-vous qu'elles n'auraient pas une cause, un intérêt pour ceux qui les financent ? »

Le soir, de retour à la paroisse, j'ai interrogé l'un des prêtres occidentaux sur cette histoire du Nickel. A ma grande surprise, il m'a confirmé cette histoire : une campagne d'exploration était en cours pour vérifier si le gisement du Nickel découvert à la frontière du Burundi ne serait pas partagé entre les deux pays, le Rwanda et le Burundi.

Tout récemment, en 2013, j'ai obtenu une confirmation officielle : il existe, à la frontière entre le Rwanda et le Burundi, un grand gisement du Nickel non exploité à ce jour !

## 2. La Cassitérite de l'est du Rwanda

Depuis l'époque coloniale, les mines de Cassitérite [matière première de l'Étain] étaient exploitées au Rwanda par la SOMIRWA [Société Minière du Rwanda], une société exclusivement belge. Cependant, la matière première brute était directement exportée vers la Belgique où elle était transformée en produit fini. Pour cela, le Rwanda ne bénéficiait que des « miettes » de sa principale richesse naturelle !

Au début des années 80, suite à la chute des prix de la Cassitérite sur les marchés mondiaux, la Belgique a arrêté l'exploitation de ce minerai au Rwanda : toutes les mines furent définitivement fermées malgré l'abondance de la Cassitérite dans le sous-sol rwandais, plus particulièrement à l'est du pays. Je connais bien la principale zone minière

concernée de Rwinkwavu car, les mines sont situées à quelques kilomètres de mon village natal.

Au début des années 2000, suite à la demande industrielle des pays dits « émergents », la Cassitérite a retrouvé sa valeur sur les marchés mondiaux. Ainsi, l'exploitation artisanale de ce minerai a repris au Rwanda. Le même minerai serait aussi exploité à l'est de la République Démocratique du Congo, dans la région frontalière avec le Rwanda.

Pour toutes ces raisons, les différentes guerres dans la sous-région auraient en arrière-plan l'exploitation de toutes ces richesses naturelles à moindre frais.

### 3. Le pétrole des Birunga

Lors de mon court séjour à Goma, en juillet 1993, une confiance étonnante a bouleversé ma vision sur la survenue du génocide au Rwanda quelques mois plus tôt : lors d'un déjeuner, un ressortissant européen nous a confié que juste avant le début du génocide au Rwanda, un petit groupe d'espions occidentaux se serait rendu à Goma pour se renseigner : « ils voulaient savoir si la ville de Goma avait des infrastructures nécessaires pour accueillir, en cas de guerre civile généralisée au Rwanda, une population supplémentaire d'environ 5 00 000 personnes. Mais, nous n'avons pas prêté attention à ce genre de pronostic car, nous pensions que les Accords d'Arusha allaient régler le problème de la guerre civile au Rwanda ». J'ai demandé un peu plus d'explications : j'ai voulu savoir si ce groupe d'espions se serait rendu au Rwanda.

Notre interlocuteur a répondu : « Non, il y avait parmi eux quelques experts en plongée sous-marine. Ils ont effectué des visites sur le Lac Kivu, ils ont effectué des plongées pour vérifier l'état de l'eau. Je me souviens : ils nous ont informé qu'il y avait plusieurs sources en eau douce dans les profondeurs du lac [le Lac Kivu]. Ce qui n'est pas étonnant : toute l'eau de pluie qui descend des volcans termine son chemin dans le lac. Sans oublier qu'il existe de petits ruisseaux qui se jettent eux aussi dans le lac. Ils semblaient rassurés par cette présence de l'eau douce. Avec le recul, je me demande s'il n'existerait pas un lien entre cette tournée d'espionnage et ce qui se passe actuellement ».

A cette époque, pendant l'été 1993, ce ne sont pas 5 00 000 personnes qui se trouvaient dans la région de Goma mais plutôt plusieurs millions de Rwandais !

#### *Un signe qui ne trompe pas*

Bien avant la prise de Kigali par le Front Patriotique Rwandais, les habitants rwandais des communes frontalières avec la République Démocratique du Congo [ex-Zaïre] se sont réfugiés de l'autre côté de la frontière, au pied des volcans.

Lors des attaques armées pour détruire les camps de réfugiés rwandais à l'est de la République Démocratique du Congo, ce sont ces campements qui furent détruits en premier. Dans toute cette région frontalière entre le Rwanda et la République Démocratique du Congo, des centaines de milliers

de réfugiés rwandais furent massacrés et/ou « portés disparus » ! Comme par hasard, juste après la destruction des camps de réfugiés rwandais, la nouvelle fut officialisée :

Il existe du pétrole, au pied des volcans qui constituent la frontière entre le Rwanda et la République Démocratique du Congo [ex-Zaïre]. A cela s'ajoutent des gisements de gaz méthane du Lac Kivu. Mais, l'existence de ce gaz était déjà connue depuis plusieurs décennies.

#### 4. Les « minerais du sang » et de la terreur !

Depuis les années 2010, certains média occidentaux s'intéressent à la question des « minerais du sang » à l'est de la République Démocratique du Congo. Mais, ce que l'on ne dit pas, c'est que la plupart des mines en cours d'exploitation se trouvent là où étaient installés les camps de réfugiés rwandais entre 1994 et 1996. J'ai en ma possession une carte qui retrace les différents chemins qui ont été suivis par les réfugiés rwandais – ceux qui avaient survécu aux massacres – après la destruction de leurs camps à l'est de la République Démocratique du Congo.

Constat : dès que l'on détruisait un camp de réfugiés rwandais, des équipes d'ouvriers et/ou de « négociants » suivaient pour commencer l'exploitation des minerais sur les mêmes sites !

Pour cela, le premier « sang » qui a été versé pour accéder aux minerais tant convoités, c'est le sang des centaines de milliers de réfugiés rwandais.

Dans ces conditions, ceux qui parlent de problème de « groupes armés » à l'est de la République Démocratique du Congo devraient d'abord s'intéresser à la question de l'exploitation illégale de toutes ces richesses : s'il y a des armes qui circulent dans cette région du monde, c'est parce qu'il existe des « fournisseurs » en armes et munitions. L'intérêt premier : s'assurer de la main-mise sur les richesses naturelles de la région.

#### *Le problème des frontières*

La région de l'est de la République Démocratique du Congo, en particulier le Nord-Kivu, constituera toujours une source de conflits entre ce pays et le Rwanda tant que la question des frontières ne sera pas définitivement réglée.

Certains « experts » se réfèrent aux frontières qui ont été fixées par l'administration coloniale au début du 20<sup>ème</sup> siècle. Or, à cette époque, presque un tiers du Rwanda fut donné au Congo Kinshasa de l'époque et à l'Ouganda. Aujourd'hui, c'est dans cette même région – qui appartenait au Rwanda jadis – que d'importantes découvertes de richesses naturelles sont situées.

En outre, les habitants de cette même région de l'est de la République Démocratique du Congo – et dans une certaine mesure, ceux du sud de l'Ouganda – sont régulièrement menacés d'expulsion vers le Rwanda : depuis l'annexion de ce territoire par le Congo Kinshasa et par l'Ouganda, les populations autochtones sont considérées comme des « étrangers » sur leur propre terre !

Observation : si la République Démocratique du Congo et l'Ouganda considèrent que les populations rwandaises qui habitent la région frontalière avec le Rwanda sont des étrangers, s'ils veulent les «renvoyer chez-eux », ce sera avec leur territoire natal historique. Autrement dit, nous revendiquerons le rétablissement des frontières du Rwanda de 1985. Ce qui ne serait que Justice.

## *Le problème des groupes armés*

Le problème des « groupes armés » est essentiellement lié à celui des richesses naturelles de la région des Grands-Lacs d'Afrique :

Depuis le génocide au Rwanda de 1994, toute la région a été déstabilisée. Nous avons largement développé l'historique de la situation au Rwanda dans la présente réflexion. Aujourd'hui, la diplomatie internationale s'intéresse en particulier au problème des FDLR [Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda].

Encadrés par une poignée d'anciens militaires des Forces Armées Rwandaises du régime de J. Habyarimana avant 1994, les FDLR regroupent plusieurs unités de rebelles rwandais que certains désignent comme étant des « Rebelles Hutu Rwandais » à l'est de la République Démocratique du Congo.

Structurés militairement – certains cadres étaient des officiers au sein des Forces Armées Rwandaises avant 1994 –, les FDLR se sont installés à l'est de la République Démocratique du Congo au lendemain de la destruction des camps de réfugiés rwandais dans cette région entre 1996 et 1998. Depuis cette époque, plusieurs « opérations de désarmement » ont été conjointement menées par le Rwanda et la République Démocratique du Congo, avec l'appui des Casques Bleus des Nations-Unies stationnés dans toute la région.

Cependant, toutes ces « opérations de désarmement » se sont soldées par un échec !

Aujourd'hui, de nouvelles « opérations de désarmement » seraient en cours de préparation contre les FDLR. Mais, tous les observateurs ne partagent pas le même avis sur le projet d'utiliser la force contre ce groupe armé bien structuré.

Il faut reconnaître que les FDLR jouissent de certains atouts à l'appui de leurs revendications : ils ont, derrière eux, toute une population de « rescapés » des massacres qui ont été commis lors de la destruction des camps de réfugiés rwandais à l'est de la République Démocratique du Congo : sur cette question, même le Haut Commissariat des Nations-Unies aux Droits de l'Homme a utilisé le terme de « génocide » pour qualifier ces massacres.

Par conséquent, toute « opération de désarmement » qui entraînerait de nouveaux massacres parmi les civils seraient *de facto* qualifiée de nouveau « génocide » planifié ;

- les FDLR revendiquent les négociations directes avec le pouvoir de Kigali. Là-dessus, ils sont rejoints par plusieurs courants et partis politiques d'autres opposants Rwandais – ouvertement ou discrètement –, au Rwanda comme à l'étranger ;

- les FDLR, contrairement à d'autres groupes armés de la région, comptent parmi eux des cadres ayant une formation intellectuelle de niveau supérieur : certains étaient officiers au sein des Forces Armées Rwandaises, d'autres étaient des fonctionnaires, des enseignants, des étudiants, etc.

Pour cela, ils possèdent les capacités d'organisation et d'adaptation qui leur permettraient de « résister » durablement à toute opération de désarmement ». D'ailleurs, ils l'ont déjà démontré dans le passé récent ;

- les intentions de ceux qui veulent « désarmer » par la force les FDLR ne sont pas nécessairement « neutres ». Sur ce point, trois motivations seraient à l'origine de la nouvelle tentative d'utiliser la force contre ce groupe armé : premièrement, parmi les pays les plus « zélés » pour cette entreprise dans la sous-région, certains sont d'anciens adeptes de l'idéologie « communiste ». Pour cela, désarmer les FDLR, c'est terminer la guerre qui a été déclenchée contre le Rwanda après la chute du Mur de Berlin. Deuxièmement, l'utilisation de la force contre les FDLR permettrait de se débarrasser définitivement des derniers témoins de ce qui s'est passé au Rwanda en 1994, plus particulièrement du 06 au 07 avril 1994. Enfin, derrière toutes ces manœuvres, comme nous l'avons déjà développé dans ce travail de réflexion, il existe des motivations de conquête économique : les prédateurs de tous les horizons, y compris ceux de la sous-région, ne cachent pas leur intérêt vis-à-vis des richesses naturelles tant convoitées.

En définitive, à l'est de la République Démocratique du Congo, les différents groupes armés sont qualifiés soit de « forces négatives » lorsqu'ils constituent un obstacle réel à l'exploitation des richesses naturelles, soit de « forces d'autodéfense civile » lorsqu'ils sont armés et équipés par les prédateurs de tous les horizons.